

Arrêté

**portant mise en demeure relative à l'exploitation d'une installation de marinisation de moteur par
NANNI INDUSTRIES SAS sur la commune de LA-TESTE-DE-BUCH (33260)**

Installations classées pour la protection de l'environnement

Le Préfet de la Gironde

Officier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1, L.514-5, L.181-14 et R.181-46 ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 17 août 2011, modifié, à la société NANNI INDUSTRIES SAS pour l'exploitation d'une installation de marinisation de moteur sur le territoire de la commune de LA-TESTE-DE-BUCH (33260), à l'adresse suivante : 11 Avenue de l'Abbé Edme Mariotte ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement du 24 avril 2025 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement détaillant l'ensemble des manquements à la réglementation retenue à l'encontre de l'exploitant et le projet de mise en demeure transmis à l'exploitant par courriel en date du 2 mars conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport et projet de mise en demeure susvisés ;

CONSIDÉRANT que l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2011 dispose que « *Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.* »

CONSIDÉRANT que l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2011 dispose que « *Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette etc...), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel.* »

CONSIDÉRANT que lors des inspections du 10 avril 2025 et du 25 février 2026, l'inspection de l'environnement a constaté les faits suivants, et que ces constats constituent un manquement aux dispositions :

- de l'article 1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2011 : il a été relevé sur site des modifications des conditions d'exploitation par rapport à celles décrites dans le dossier de demande d'autorisation initial (déplacement, extension, changement de toiture) ;
- de l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2011 : aucun dispositif ne permet de retenir sur site les eaux polluées en cas d'incendie avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales (milieu naturel).

CONSIDÉRANT que ces inobservations sont susceptibles de générer une contamination du milieu naturel en cas d'incendie et qu'elles constituent des écarts réglementaires ayant déjà été constatés lors d'une inspection précédente sans remise en conformité dans les délais fixés ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi qu'il est détaillé dans le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 2 mars 2026, l'exploitant ne respecte toujours pas les prescriptions réglementaires qui lui incombent ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société NANNI INDUSTRIES SAS de respecter les dispositions des articles 1.5.1 et 7.5.5 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde.

ARRÊTE

Article 1 : Objet

NANNI INDUSTRIES SAS, qui exploite une installation sur la commune de LA-TESTE-DE-BUCH (33260), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral du 17 août 2011 ;

- Article 1.5.1 : en fournissant un dossier portant à connaissance l'ensemble des modifications du site apportées depuis le dernier arrêté préfectoral et leurs conséquences sur le ou les régimes de classement du site et les textes applicables, dans un délai de 3 mois,
- Article 7.5.5 : en garantissant le confinement des eaux d'extinction d'incendie sur site en cas de besoin, dans un délai de 6 mois.

Article 2 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article **L.171-11 du Code de l'Environnement**, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article **R421.1 du Code de Justice Administrative**, cette décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de BORDEAUX, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique << Télérecours citoyens >> accessible par le site internet << www.telerecours.fr >>.

Article 3 : Publicité

Conformément à l'article R171-1 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet (<http://www.gironde.gouv.fr>) de la Préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le présent arrêté est notifié à la NANNI INDUSTRIES SAS.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Sous-préfet d'Arcachon,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de LA-TESTE-DE-BUCH (33260),

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Bordeaux le **25 MARS 2026**

Pour le Préfet et par délégation
le Secrétaire Général
 Le Préfet

François DRAPÉ